



**AGENCE BIBLIOGRAPHIQUE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
(ABES)**

**Mission d'étude sur les opérations de conversion
rétrospective dans le catalogue Sudoc**

**Présentation des résultats de l'étude
Décembre 2011
Bureau van Dijk Information Management**



1. Contexte

2. Objectifs

3. Méthodologie

4. Bilan

5. Préconisations

6. Conclusion

Contexte de l'étude



Dans le cadre de la **Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP)**, certaines missions de l'ex-bureau des réseaux d'Information Scientifique et Technique (IST) du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR) ont été confiées à l'ABES en 2010 incluant le **pilotage de la politique nationale de rétroconversion**.

Afin de poursuivre le soutien du MESR aux établissements du réseau du Sudoc pour la conversion rétrospective des catalogues, l'ABES souhaite élaborer un **programme d'actions opérationnelles**, qui sera intégré à son **projet d'établissement 2012-2015**.

Ce document présente les résultats de l'étude menée par le Bureau van Dijk Information Management à la demande de l'ABES, pour **dresser le bilan des opérations de rétroconversion menées depuis 2000** dans le Sudoc, **recenser les besoins et entrevoir les dispositifs à mettre en œuvre**.



Objectifs de l'étude



- **Phase 1: l'établissement d'un bilan quantitatif et qualitatif** des différentes opérations de rétroconversion menées dans le Sudoc (issues des marchés nationaux, des financements directs et des chantiers menés à la seule charge ou initiative des établissements) en termes d'axes de travail, de stratégie et de méthodes.

- **Phase 2: l'élaboration d'un programme d'actions opérationnelles** avec le classement des axes de rétroconversion selon leur degré de priorité, et le choix des outils et des méthodes pour la poursuite des aides à la rétroconversion dans le Sudoc (dont notamment :

- la passation d'un nouveau marché national, et/ou,
- l'attribution de financements directs.



Méthodologie générale de l'étude



- Recueil et analyse des données transmises par le MESR et l'ABES
- Enquête par questionnaire menée auprès des 146 établissements du réseau du Sudoc
- Entretiens complémentaires auprès de 15 établissements
- Réunions de travail en groupe de réflexion avec le comité de pilotage

Pilotage de l'étude:

Constitution d'un comité de pilotage avec des intervenants de l'ABES, de l'AURA et du MESR pour la validation du rapport de l'étude.



1. Contexte
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Bilan
5. Préconisations
6. Conclusion



PARTIE 1. BILAN DETAILLE DES OPERATIONS DE RETROCONVERSION EFFECTUEES DANS LE SUDOC (PHASE 1 DE L'ETUDE)



Indicateurs retenus pour l'analyse



Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs retenus pour qualifier les actions de rétroconversion dans le SUDOC ont été définis comme suit :

- La **date de l'opération** de rétroconversion ;
- Le **contexte de l'opération** de rétroconversion : marché national Pritec, marché national Jouve, financement direct du MESR, sur budget propre* (initiative de l'établissement sans aide du MESR) ;
- Le **budget de l'opération** de rétroconversion : montant du financement de l'opération (établissement, MESR, partenariat, subventions, autres...), coût global de l'opération ou coût de la notice ;
- La nature des fonds rétroconvertis* : ancienneté du fonds, thématiques associées, nature des documents, nombre de notices rétroconverties, répartition par langues ;
- Les modalités de la rétroconversion* : appel à un prestataire extérieur ou opération menée en interne avec les ressources de l'établissement ou par recrutement de vacataires, réalisation d'un contrôle qualité, ressources humaines nécessaires en termes d'équivalent temps plein ;
- Les résultats constatés à l'issue de la rétroconversion* : nombre de notices rétroconverties, difficultés rencontrées, impacts positifs pour la bibliothèque.

**éléments recueillis lors de l'enquête*



Les modes de financement



Entre 2000 et 2010, les opérations de rétroconversion dans le Sudoc ont été effectuées selon plusieurs modes de financement :

- **deux marchés nationaux:**

- Le marché national 2001-2004 réalisé par le prestataire Pritec
- Le marché national 2005-2009 réalisé par le prestataire Jouve

- sous **financements directs** du MESR,

- et avec des **financements propres** des établissements.



1. Contexte
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Bilan
5. Préconisations
6. Conclusion

Le marché national Pritec



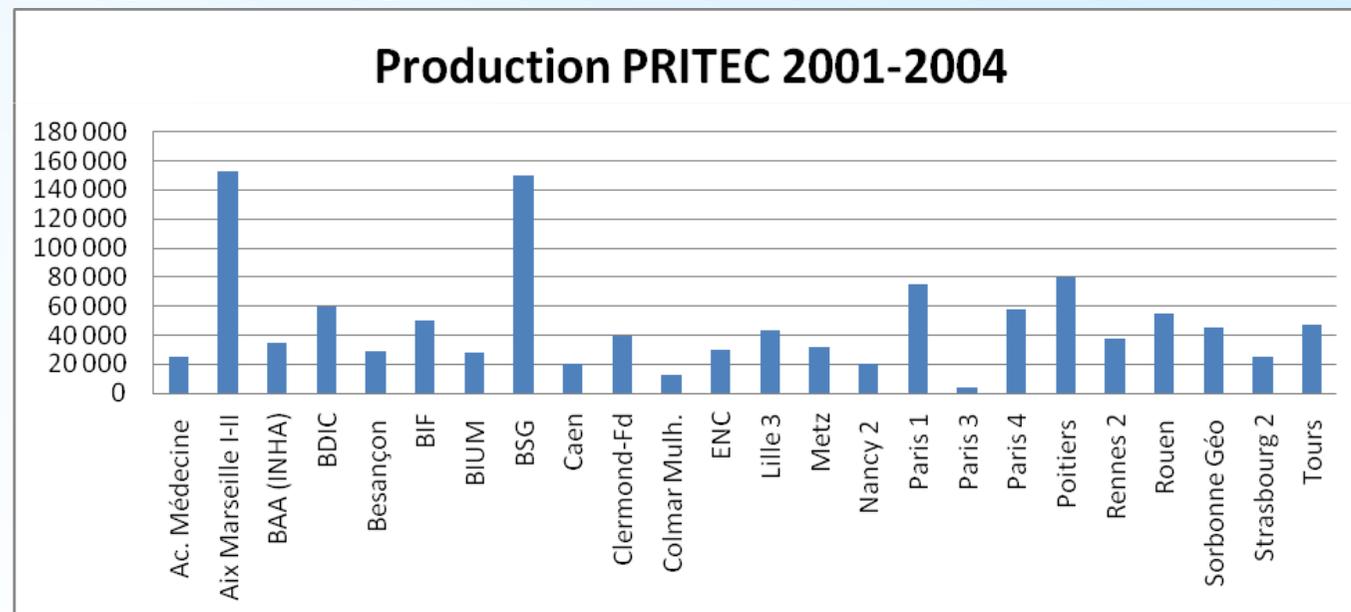
46 opérations de rétroconversion ont été retenues

24 établissements ont bénéficié de ce marché

Montant global: 2,669 millions d'euros

Nombre de notices rétroconverties: 1,174 million

Caractéristiques du marché: la saisie n'était pas réalisée dans le Sudoc mais dans la base du prestataire, avec une double livraison (l'une pour les bibliothèques, l'autre pour l'ABES)





Typologie des fonds concernés

- Les opérations de rétroconversion déclarées ont exclusivement concerné des fonds de **documents imprimés** (100% des opérations).
- Il s'agit essentiellement de documents des **périodes contemporaines**.
- La langue prédominante est le **français** (63% des notices rétroconverties), les autres langues étant principalement l'anglais 18%, l'allemand 8% et l'espagnol 6%. La proportion des autres langues, notamment des langues rares est assez faible (3% des notices rétronverties).
- Il faut noter qu'il y a peu de langues non latines rares citées.



1. Contexte
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Bilan
5. Préconisations
6. Conclusion

Le marché national Jouve



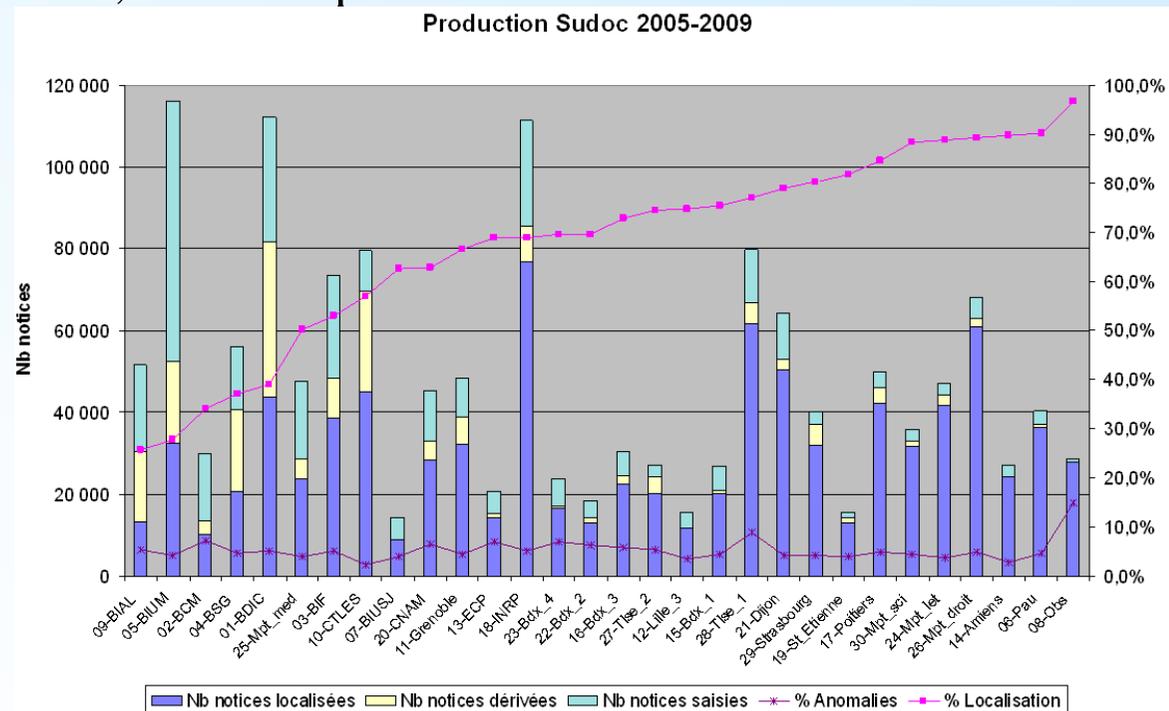
47 opérations de rétroconversion ont été retenues

24 établissements ont bénéficié de ce marché

Montant global: 2,397 millions d'euros

Nombre de notices rétroconverties: 1,444 million

Caractéristiques du marché: la saisie était réalisée directement en ligne dans le Sudoc, avec des possibilités d'accès aux réservoirs extérieurs.





Typologie des fonds concernés

- Les opérations de rétroconversion ont exclusivement concerné des fonds de **documents imprimés** datant essentiellement des **19e et 20e siècles**. Huit opérations citées ont concerné des fonds anciens du 16e, 17e, et du 18e siècle.
- Bien que majoritairement pluridisciplinaires les thèmes des fonds se rapportent principalement aux **sciences sociales**.
- La langue principale est le **français**, 51% des notices rétroconverties. Il est également important de noter la présence non négligeable l'**anglais** 31% des notices traitées. L'allemand et les langues rares représentent chacune 7% des notices rétroconverties.



Les financements directs



Concernant les opérations menées sur financements directs du MESR, une estimation a été faite sur le bilan du MESR, arrêté en 2006.

De 2000 à 2006:

27 opérations ont été retenues

23 établissements ont bénéficié de financements directs

Montant global: 2,1 millions d'euros

Nombre de notices rétroconverties: 1,494 million



Les financements directs



Typologie des fonds concernés

- Les opérations de rétroconversion déclarées ont exclusivement concerné des fonds de **documents imprimés** (100% des opérations).
- Les fonds, bien qu'ils soient souvent pluridisciplinaires, se rapportent majoritairement (environ 80%) aux **sciences sociales** (arts et littérature compris). 20% des notices rétroconverties portent spécifiquement sur les sciences, techniques et médecine.
- Les fonds sont essentiellement composés de documents des **19e et 20e siècles**.
- La langue principale est l'**allemand** (43 % des notices rétroconverties) avant le **français** (28 % des notices traitées). Les « **autres langues** » dans lesquelles se trouvent les langues rares comptent pour 24 % des notices. La présence importante de la catégorie « autres langues » dans laquelle se trouvent les langues rares est le reflet des politiques des établissements qui traitent en internes les fonds complexes en langues rares.



- 1. Contexte
- 2. Objectifs
- 3. Méthodologie
- 4. Bilan
- 5. Préconisations
- 6. Conclusion

Impacts sur l'organisation



→ *Certaines bibliothèques ont mis en place des équipes de rétroconversion, d'autres ont intégré les tâches de rétroconversion dans les autres activités telles que:*

- Activités liées au catalogage : catalogage, correction des catalogues, relecture croisée
- Activités liées au service au public
- Activités sur les collections : désherbage, récolement, réimplantation de collections en magasin, gestion des dons, traitement de périodiques, programmation des trains de reliure
- Activités diverses : numérisation (sélection), valorisation, formation, animation d'ateliers, correspondant

→ *Le morcellement des tâches rend difficile l'appréciation du temps affecté aux opérations de rétroconversion*

→ *Les réponses fournies permettent d'estimer selon les 3 modalités ci-après des charges de travail en interne en ETP:*

- pour les marchés nationaux (Jouve): 1 ETP pour la préparation et le suivi de 15 000 notices rétroconverties en moyenne par an (variations de 1 ETP pour 10 000 à 20 000 notices),
- sur financement directs:
 - pour une rétroconversion par un prestataire, 1 ETP pour le suivi de 40 000 notices rétroconverties en moyenne par an (variations de 1 ETP pour 23 000 à 57 000 notices),
 - pour une rétroconversion en interne, 1 ETP pour 11 000 notices rétroconverties en moyenne par an (variations de 1 ETP pour 8 000 à 16 000 notices),
- sur budgets propres : 1 ETP pour 10 000 notices rétroconverties en moyenne par an pour les « fonds spécifiques et complexes ».



1. Contexte
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Bilan
5. Préconisations
6. Conclusion

Bilan global des opérations de rétroconversion effectuées de 2000 à 2010



Modalités	Montant en euros	Nombre d'établissements, d'opérations et de notices	Caractéristiques du cadre opérationnel
Marché national 2001-2004 (Pritec)	2,669 millions € 2,27 € / notice	24 établissements 46 opérations 1,174 million de notices # 23 600 notices / opérations	Création : 40% Saisie dans la base du titulaire et double chargement (dans le Sudoc et le SIGB de l'établissement)
Marché national 2005-2009 (Jouve)	2,397 millions € 1,66 € / notice	30 établissements 47 opérations 1,444 million de notices # 29 400 notices / opérations	Création : 24% Saisie en ligne dans le Sudoc, Chargement automatique dans le SIGB de l'établissement
Financements directs aux établissements (2000-2006)	2,1 millions € 1,40 € / notice [# 2 €]	23 établissements 27 opérations 1,494 million de notices # 55 333 notices / opération	Externalisation ou internalisation Estimation pratiquée par le MESR : 2 euros Subvention accordée : 50% de la demande
Financements propres des établissements (2000-2010) *	4,560 millions € (estimation minimum) 2,76 € / notice	28 établissements 71 opérations 1,652 million de notices # 23 267 notices / opération	10 Établissements ont renseigné le montant des financements: 2 078 703€ pour 754 112 notices

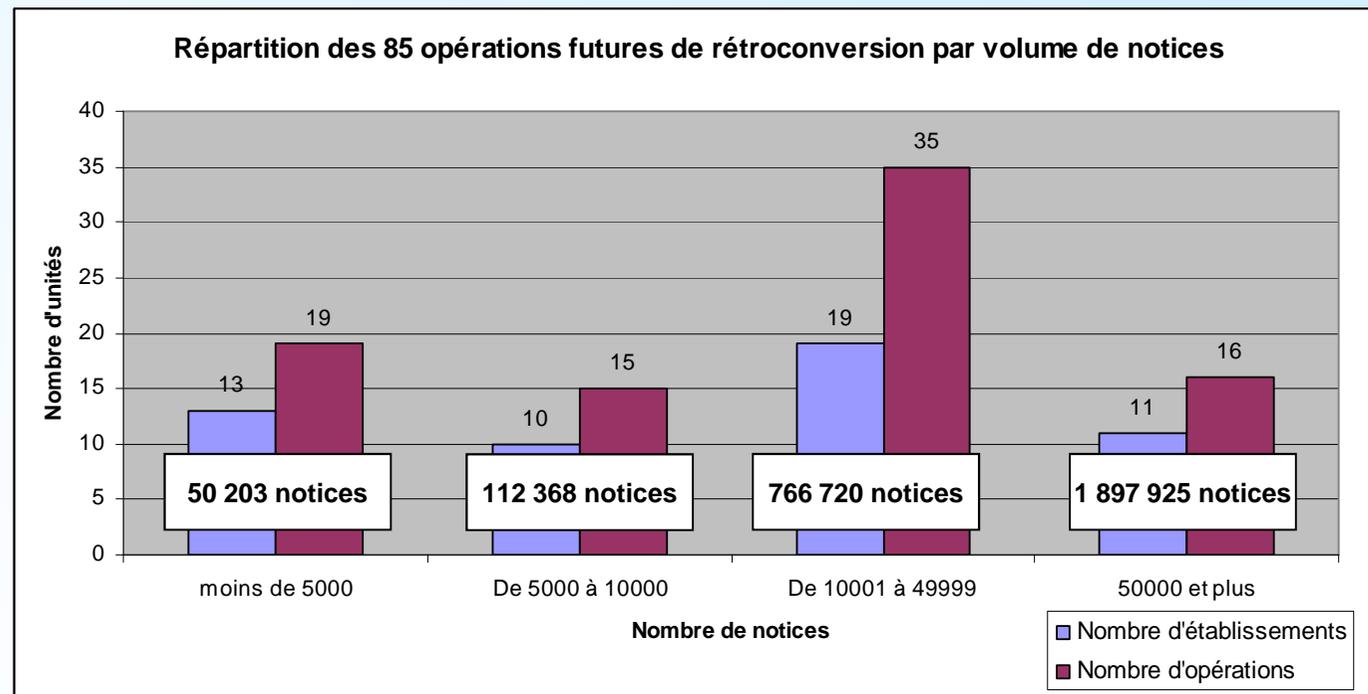
* Données issues de l'enquête menée auprès des établissements membres du réseau du Sudoc





Résultats de l'enquête par questionnaire:

→ 32 établissements avec rétroconversions futures : 101 opérations déclarées dont 85 avec indication des volumes (total: 2,827 millions de notices à rétroconvertir)





Le besoin d'entreprendre des rétroconversions* a été exprimé par 32 établissements représentant un total de **85 opérations** et un volume estimé de **2,827 millions de notices**.

Des demandes portant sur **32 opérations de catalogage rétrospectif** (1,807 million de notices) et sur **12 opérations de rétroconversion à mener livre en main** (environ 200 000 notices) ont également été déclarées.

*La rétroconversion (ou conversion rétrospective) est définie comme l'opération qui consiste à convertir les fiches d'un catalogue traditionnel manuscrit ou imprimé de bibliothèques (ou d'un inventaire quel qu'en soit le format), en notices dans un catalogue informatisé (ici, le Sudoc).





Typologie des fonds concernés

→ **Environ 40%** des 85 opérations futures de rétroconversion déclarées concernent des fonds avec une **nature unique de documents** (monographies, thèses ou périodiques) **en caractères latins**.

→ **Environ 50%** des 85 opérations **comprennent des notices** de documents **du 19^e siècle ou antérieur**.

→ Le **français** est majoritaire (89% des fonds). Les autres langues sont représentées pour 5% par les langues européennes latines et pour 6% par les langues non latines.

→ Les coûts estimés par 11 établissements pour 13 opérations s'élèvent à 2,251 millions d'euros pour 766 714 notices, soit près de **3€ / notice**



1. Contexte
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Bilan
5. Préconisations
6. Conclusion



PARTIE 2. FORMALISATION DES PRÉCONISATIONS (PHASE 2 DE L'ETUDE)



1. Contexte
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Bilan
5. Préconisations
6. Conclusion

Intérêt d'une opération de rétroconversion (ou conversion rétrospective)



pour une bibliothèque : rétroconvertir permet non seulement de pérenniser ses catalogues mais également de **signaler les fonds**, de valoriser les collections, et d'en **améliorer la gestion**. Une **meilleure visibilité** des fonds de la bibliothèque favorise le visitorat sur site ou en ligne et entraîne une augmentation du PEB, **indicateurs de performance** pour une bibliothèque.

pour l'établissement auquel est rattachée la bibliothèque : la rétroconversion permet d'**améliorer le travail en réseau**, de **réduire les coûts** pour l'enrichissement des catalogues et de gagner des espaces, d'**optimiser les politiques d'acquisition** (en distinguant les fonds d'intérêt général et spécialisé) et d'**amorcer des opérations de numérisation**.

pour les usagers : cela permet de **faciliter l'accès à une connaissance plus exhaustive** (recherche fédérée sur plusieurs catalogues en même temps à partir d'une seule interface, accès multipliés aux catalogues numériques et à la localisation de l'ensemble des documents du réseau).



Critères de choix pour sélectionner une opération future de rétroconversion



Les critères à prendre en compte sont essentiellement :

- la **rareté**, la **valeur patrimoniale** du fonds,
- les **collections** complètes et uniques qui sont à préserver dans leur ensemble,
- les **langues dites rares** présentes dans les fonds concernés par une rétroconversion,
- les **volumes de notices** à rétroconvertir et la qualité de la lisibilité des notices,
- les **compétences** présentes au sein des établissements pour réaliser et/ou suivre la rétroconversion,
- **l'état de préparation des fiches** pour le lancement des opérations de rétroconversion,
- les **projets de numérisation** des collections.



Critères prioritaires pour un marché national:



- Des **fonds d'intérêts généraux** avec des notices simples, lisibles et complètes, et ne présentant pas de caractères spéciaux (caractères latins exclusivement),

- Des **volumes de notices** à rétroconvertir suffisamment importants pour permettre un traitement de masse par lots d'au moins 10000 notices.

La **lisibilité des fiches et leur préparation** sont essentielles pour garantir un traitement sans rupture hors site par le prestataire (saisie simple sans questionnement) avec un niveau de qualité acceptable.



Critères prioritaires pour un financement direct



Les opérations peuvent concerner des **fonds spéciaux** avec la possibilité de mener l'opération par le **personnel de la bibliothèque**, des **vacataires** ou un **prestataire**. Sont davantage concernées les notices de fonds très spécialisés ou en langues étrangères rares (notamment en cyrillique).

Il faut distinguer :

- **Les rétroconversions sur site** concernant des fonds pouvant nécessiter le recours au document primaire voire impliquer des rétroconversions conduites intégralement **livre en main**.
- **Les rétroconversions hors site** ne nécessitant pas un recours au document primaire.



Propositions pour un marché national



Aux vues des critères de choix retenus et des candidats identifiés lors de l'enquête, des opportunités existent pour la mise en place d'un 3e marché national sous réserve que les opérations concernent des **fonds d'intérêt général (non spécifiques) avec des notices en caractères latins, simples, complètes et lisibles** mais également déjà **préparées** permettant rapidement un **traitement de masse** hors site par un prestataire extérieur.

Avantages : cadre national avec une organisation centralisée, un seul cahier des charges, un traitement de masse, une rapidité de l'élaboration du catalogue avec peu d'erreurs sur les notices simples.

Inconvénients : rigidité de l'organisation, lourdeur de la préparation assez minutieuse des lots, traitement souvent moins efficace des créations (plus d'erreurs sont constatées notamment sur des notices complexes).



Propositions pour un marché national



Scénario et modalités de mise en œuvre pour un marché national

Périmètre: fonds avec une nature unique de documents (monographies le plus souvent), langues latines, fiches lisibles

Volume estimé: a minima 1.000.000 de notices

Durée/Calendrier: 4 ans

Coût estimé d'une notice rétroconvertie par le titulaire: 2 € HT

Budget / financement: 2.000.000€ HT soit 500.000€ HT / an

Charges de travail au sein de la bibliothèque: 1 ETP pour la préparation et le suivi de 10 000 à 20 000 notices rétroconverties en moyenne par an par le titulaire (variation en fonction des opérations effectuées).

Modalités: un prestataire hors site (appel d'offre européen)

Outils: un comité de pilotage, une cellule de coordination (charge estimée de la cellule: 1,2 ETP/an pour 30 établissements, 0,8 ETP/an pour 20 établissements, 0,5 ETP/an pour 10 établissements)

Candidats: d'après les retours de l'enquête, à minima 19 opérations de rétroconversion associées à des notices simples concernant des fonds communs en caractères latins (871 620 notices) avec 12 établissements



Propositions pour un financement direct



Plusieurs opérations futures de rétroconversion concernent également des **fonds spéciaux** qui peuvent nécessiter un **traitement plus complexe** sur les notices. Compte tenu de la diversité des opérations futures déclarées, plusieurs solutions sont envisageables pour les financements directs :

→ *Appels à projets lancés par l'ABES (financement partiel du projet par l'ABES)*

→ *Rétributions pour action spécifique de rétroconversion (financement partiel du projet par l'ABES)*



1. Contexte
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Bilan
5. Préconisations
6. Conclusion

Propositions pour un financement direct



Scénario et modalités de mise en œuvre pour un financement direct par appels à projets lancés par l'ABES

Il s'agit d'identifier des caractères communs à différentes opérations pouvant être réunies dans un même ensemble, permettant de lancer un projet pour une rétroconversion sur une nature commune, un thème commun, une même langue, et/ou, pouvant être insérées à d'autres projets. Les appels à projets pourraient être lancés sur des thématiques, par exemple : langues latines, langues non latines, fonds anciens, fonds d'images, fonds associés à des événements (date anniversaire type guerre 1914-1918, projets de recherche en cours...).

Avantages : possibilité de cofinancement des projets avec les établissements, les collectivités ou des partenaires privés telles que des fondations ou des associations, souplesse de la gestion et de la planification avec un cadre mixte qui s'appuie sur une organisation centralisée mais plus flexible et rapprochée des besoins des bibliothèques que dans le cadre d'un marché national (avec un cahier des charges par opération)

Inconvénients : suivi plus personnalisé des opérations notamment s'il existe plusieurs appels à projets avec des opérations moins homogènes que dans le cadre d'un marché national.



Propositions pour un financement direct



Scénario et modalités de mise en œuvre pour un financement direct par appels à projets lancés par l'ABES

Périmètre : fonds communs ou complexes qui peuvent être rassemblés dans une thématique de projet

Volume estimé: opérations avec des volumes relativement importants (plusieurs milliers de notices) selon les priorités définies par l'appel à projet, au moins 10 projets par appel

Durée/Calendrier: 1-2 ans

Coût estimé d'une notice rétroconvertie: 4 € HT

Budget / financement: financement partiel par l'ABES des projets retenus

Charges de travail au sein de la bibliothèque: 1 ETP pour la rétroconversion de 11 000 notices en moyenne par an (quand réalisée en interne), 1 ETP pour le suivi de 40 000 notices rétroconverties en moyenne par an par le prestataire (quand externalisation).

Modalités : au choix de l'établissement, appel à prestataire / vacataire

Outils: un comité de pilotage, une cellule d'accompagnement

Candidats: par exemple, d'après les retours de l'enquête, des appels à projets sur des fonds anciens (7 opérations de rétroconversion associées à des notices concernant des fonds anciens, 238 000 notices), sur des documents iconographiques (9 opérations de rétroconversion associées à des notices concernant des fonds avec des documents iconographiques, 80 500 notices)



1. Contexte
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Bilan
5. Préconisations
6. Conclusion

Propositions pour un financement direct

Scénario et modalités de mise en œuvre pour un financement direct par rétribution pour action spécifique de rétroconversion (financement partiel du projet par l'ABES)

Il s'agit d'envisager des financements directs par rétribution pour des besoins de rétroconversion concernant des **opérations spécifiques et uniques à une bibliothèque** (traitement d'un fonds ancien particulier, traitement d'un fonds dans une langue rare, traitement livre en main, rétroconversion liée à un récolement...).

Avantages : cadre bilatéral favorisant une approche individualisée par bibliothèque avec un cahier des charges par opération.

Inconvénients : gestion de plusieurs demandes de manière asynchrone.



1. Contexte
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Bilan
5. Préconisations
6. Conclusion

Propositions pour un financement direct



Scénario et modalités de mise en œuvre pour un financement direct par rétribution pour action spécifique de rétroconversion (financement partiel du projet par l'ABES)

Périmètre: fonds complexes, anciens etc...

Volume estimé: opérations avec des volumes peu importants et qui ne peuvent pas être prises en compte dans le cadre des appels à projets

Durée/Calendrier: sur année budgétaire, financements reconductibles

Coût estimé d'une notice rétroconvertie: 4 € HT

Budget / financement: financement partiel par l'ABES des projets retenus

Charges de travail au sein de la bibliothèque: 1 ETP pour la rétroconversion de 11 000 notices en moyenne par an (quand réalisée en interne), 1 ETP pour le suivi de 40 000 notices rétroconverties en moyenne par an par le prestataire (quand externalisation)

Modalités: au choix de l'établissement, appel à prestataire / vacataire

Outils: un comité de pilotage, une cellule d'accompagnement

Candidats: d'après les retours de l'enquête, à minima 9 opérations associées à des notices complexes de documents en langues non européennes (145 920 notices), 7 opérations de rétroconversion associées à des notices concernant des fonds anciens (238 000 notices), 5 opérations de rétroconversion d'au moins 10 000 fiches nécessitant un traitement livre en main (180 000 notices), 13 opérations de catalogage rétrospectif d'au moins 10000 documents (1 514 500 notices), les opérations de rétroconversion en lien avec la numérisation des fonds (volumétrie non renseignée)



1. Contexte
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Bilan
5. Préconisations
6. Conclusion

Conclusion

Des opportunités existent pour la mise en place d'un **3e marché national** sous réserve que les opérations concernées reposent sur des **fonds d'intérêt général avec des notices en caractères latins, simples, complètes et lisibles** mais également déjà **préparées** permettant rapidement un traitement de masse par un **prestataire extérieur**.

Par ailleurs, plusieurs opérations de rétroconversion concernent également des **fonds spécifiques** qui peuvent nécessiter un **traitement plus complexe** sur les notices. Ce type d'opération peut ainsi inciter à une **intervention sur site**, conduite par un prestataire ou par le personnel de la bibliothèque.

Quelle que soit la méthode retenue (marché national, financements directs), il émergera des **besoins spécifiques**, que l'ABES devra assurer **seule** (coordination, suivi des opérations) ou en **partenariat** (formation des bibliothèques, en lien avec les organismes de formations).

